

## **DECISION DU PREMIER VICE-PRESIDENT PAR DELEGATION DU PRESIDENT**

### **N° DEC\_2024\_102 : AVENANT N°1 FIXANT LE FORFAIT DÉFINITIF ET LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX POUR LE MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°2023/006 RELATIF À LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX DE RÉNOVATION APRÈS INCENDIE ET DE MISES AUX NORMES - TRAVAUX DE CHAUFFAGE, D'AMÉLIORATION THERMIQUE ET ÉNERGÉTIQUE DU REZ-DE-CHAUSSÉE OUEST DE L'IMMEUBLE DE LA PAIX**

Le Premier Vice-Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier son article L.5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-2128 du 29 octobre 1999 portant extension du périmètre du District dans le cadre du processus de transformation en Communauté d'Agglomération afin de tenir compte de la cohérence territoriale de l'agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2202 du 22 novembre 1999 portant transformation-extension du District en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-1111 du 22 juillet 2022 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le procès-verbal du 16 juillet 2020 portant élection du Président et des Vice-Présidents ;

Vu la délibération n° DEL\_2020\_056 du Conseil Communautaire du 16 juillet 2020 portant délégation du Conseil au Bureau et au Président ainsi qu'autorisation de subdélégation de signature du Président au profit des membres de la Direction Générale ou des Responsables de service ;

Vu l'arrêté n° ARR\_2020\_065 du 31 juillet 2020 relatif à la prévention des risques de conflit d'intérêt pour Monsieur le Président et portant délégation de fonction à Monsieur Christian POULHES, Premier Vice-Président en charge de l'Administration Générale, des Finances et des Contractualisations et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Messieurs Frédéric GODBARGE, Jean-Pierre PICARD et Jean-Luc TOURLAN, Conseillers Délégués ;

Vu la décision n° DEC\_2023\_035 du Premier Vice-Président en date du 8 mars 2023 portant attribution du marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation après incendie et de mises aux normes - travaux de chauffage, d'amélioration thermique et énergétique du rez-de-chaussée Ouest de l'Immeuble de la Paix au groupement TEYSSOU/IGETEC domicilié au Rouget (15 ), pour un montant global et forfaitaire de 51 432,00 € HT ;

Considérant que l'enveloppe prévisionnelle évaluée dans le programme des études proposait une estimation du coût des travaux de 350 000,00 € HT ;

Considérant les dispositions du contrat de maîtrise d'œuvre prévoyant, lors de l'adoption de la phase APD, de fixer par voie d'avenant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre et d'arrêter le coût prévisionnel des travaux sur lequel il s'engage pour la suite de

la mission ;

Considérant qu'à l'issue de la phase APD et suite à l'évolution du programme à la demande de la maîtrise d'ouvrage, le coût prévisionnel des travaux est porté à 521 000,00 € HT ;

Considérant que cette évolution du coût est liée, d'une part, à l'amélioration des solutions techniques permettant d'augmenter les apports de lumière au Nord pour les bureaux mitoyens au local vélo et, d'autre part, à la finition des plafonds en fibralith qui augmente les hauteurs sous-plafond dans les bureaux, et permet la mise en place de faux-plafond dans les distributions pour intégrer les réseaux ;

Considérant par ailleurs et pour une meilleure prise en compte du confort d'été et des économies d'énergie, l'installation d'un système passif d'ouvrants destiné au rafraîchissement nocturne ;

Considérant enfin l'ajout d'un 2<sup>ème</sup> lit de bardage devant le 1<sup>er</sup> lit en façade afin d'assurer une meilleure résistance de la vêtue aux agressions extérieures sur la façade en rez-de-chaussée ;

Considérant que ces évolutions ne sont pas du fait de la maîtrise d'œuvre ;

Considérant les dispositions du cahier des clauses administratives particulières du marché de maîtrise d'œuvre et notamment son article 3.2 qui définit les conditions dans lesquelles sont fixées, lors de l'adoption de la phase APD par le maître d'ouvrage, le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre et arrêté le coût prévisionnel des travaux sur lequel il s'engage au moment de la remise des offres ;

Considérant que cette modification du contrat obéit aux dispositions de l'article R.2194-8 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de faible montant ;

### **DÉCIDE :**

- d'adopter le projet d'avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation après incendie et de mises aux normes - travaux de chauffage, d'amélioration thermique et énergétique du rez-de-chaussée Ouest de l'Immeuble de la Paix, en tant qu'il arrête le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre à la somme de 72 777,11 € HT et porte le coût prévisionnel des travaux à 521 000,00 € HT ;

- de signer ledit avenant et toutes les pièces s'y rapportant.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Au registre sont les signatures  
Pour extrait certifié conforme,  
Fait à Aurillac, le 2 mai 2024  
Pour le Président,  
Le Premier Vice-Président,

Christian POULHES.